

Aujourd'hui des rassemblements départementaux et régionaux tiennent dans toute la France à l'appel du groupe des 9. Dans le Morbihan ce rassemblement est organisé à l'appel de CGT, FSU, FO, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FGR, LSR . Au moment où le pays devrait débattre, sérieusement et démocratiquement, des orientations majeures pour les 5 prochaines années, nos 9 organisations tiennent à imposer la prise en compte des préoccupations sociales des retraités, et ce malgré une actualité inquiétante et compliquée.

Nous avons donc déposé à la sous-préfecture un texte exprimant nos attentes, nos revendications qui se déclinent suivant 3 axes.

Le pouvoir d'achat, la santé et la dématérialisation dans les services et les administrations.

### **Pouvoir d'achat :**

Il suffit que chacun regarde le montant de sa pension de retraite nette versée pour s'apercevoir que celle-ci est très loin d'évoluer au rythme de l'inflation . En 10 ans nous avons perdu près de 10 % du montant initial de nos pensions. Pourquoi ?

Le montant des pensions de retraite n'est plus indexé sur les salaires depuis 1987. Ce qui veut dire, par exemple, pour reprendre une question d'actualité, que s'il y a une augmentation du point pour les agents du service public, les retraités ne seront pas concernés. Pas plus que les retraités du secteur privé ne sont concernés par les éventuelles augmentations dans le cadre des Négociations annuelles obligatoires.

Il n'y aura pas d'augmentation automatique comme pour le SMIC. L'augmentation des pensions de retraite, aussi bien des retraites de base que des complémentaires est décidée annuellement avec un arsenal diversifié pour les faire décrocher : des reports tels que une revalorisation prévue en octobre est repoussée au 1<sup>er</sup> janvier, des gels, et elles sont établies selon un calcul compliqué qui aboutit à cette perte progressive de revenus. Ainsi l'inflation constatée en janvier et février a déjà mangé les revalorisations des pensions de retraite.

Augmentation de la CSG, des cotisations de mutuelles à laquelle s'ajoute aujourd'hui la forte hausse des carburants et une inflation inquiétante due à la conjoncture compliquée actuelle.

Nous ne nous résignons pas à cette baisse continue car la France est un pays riche où malheureusement les inégalités s'accroissent car les profits, les dividendes s'accroissent au détriment des revenus du travail des salariés et des pensions des retraités. **Nous avons droit à une pension** permettant de faire face au coût de la vie qui explose actuellement  
C'est pourquoi nous demandons

### **Pas de pension de retraite inférieure au SMIC**

#### **Retour à l'indexation de nos pensions sur les salaires**

- **Rattrapage des pertes de pouvoir d'achat** équivalant à un mois de pension par an
- **Annulation de la hausse de la CSG** de 1,7 point décidée par le gouvernement actuel en 2018 !

- **Rétablissement de la ½ part fiscale** supplémentaire pour l'impôt sur le revenu pour toutes les personnes vivant seules et ayant élevé seules au moins un enfant
- **Amélioration des pensions de réversion** portées à 75 % sans conditions de ressources et extension aux pacsés et concubins.

Nos pensions de retraite sont un salaire différé et non une prestation sociale comme on cherche à le faire croire, un droit issu des cotisations versées au long de notre vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie.

## **Santé**

Le scandale établi dans les maisons de personnes âgées dirigées par le groupe Orpéa, a illustré une série de défaillances graves : abandon par la puissance publique de ses missions de surveillance sanitaire, exploitation guidée par le seul intérêt financier, mépris total pour les personnes hébergées, confusion d'intérêts entre haute administration et intérêts privés, mépris des salariés et considération pour les seuls actionnaires.

**La situation dans les EHPAD , dans l'hôpital public inquiète profondément les retraités,** malgré l'extraordinaire dévouement des personnels, car nous sommes persuadés que des milliers de décès auraient pu être évités si 1 700 postes n'avaient pas été supprimés l'an passé et plus de 100 000 autres dans la dernière décennie.

- **La prise en charge de l'autonomie** par l'Assurance maladie de la Sécurité Sociale et la création d'un grand service public de l'autonomie.
  - **La création de 300 000 postes dans le secteur médico-social**, 200 000 dans les EHPAD et 100 000 dans l'aide à domicile.
  - **La création de lits d'EHPAD dans le secteur public** pour faire face aux besoins et arriver à 1 soignant pour 1 résident alors que nous sommes à 0,63 actuellement.
- L'amélioration de la situation professionnelle des personnels** médico-sociaux par une meilleure formation et de meilleures rémunérations

## **Les droits et les services publics**

**Nous refusons la dématérialisation** à outrance des relations avec les administrations et les services : Non au tout-internet ! Près d'une personne sur quatre n'a ni ordinateur ni tablette, il faut avoir la possibilité de rencontrer un agent, d'avoir un accompagnement pour aider aux démarches. Il faut arrêter les fermetures de services publics.

**Malgré un contexte anxiogène (pandémie et Ukraine), les Retraités.es n'accepteront pas de payer le prix des sacrifices annoncés.**